

COMPTE-RENDU RÉUNION RÉGIONALE

« CADASTRE »

du 05/04/18 à Amiens

La réunion qui se tient aujourd'hui à Amiens regroupe les départements du Pas De Calais, du Nord (Dunkerque), de la Somme (CDIF et BNIC), de l'Aisne et de l'Oise. Trente participants, la plupart géomètres, un aide géomètre, des collègues du CDIF d'Amiens et la secrétaire de section du département de la Somme, membre de la CEN.

En introduction il est rappelé le pourquoi de ces réunions régionales: au départ une simple réorientation du travail des géomètres vers le fiscal et l'abandon de la mise à jour du plan de façon traditionnelle pour en arriver à la privatisation pure et simple du plan cadastral.

La mission parlementaire (diligentée par le ministre HULOT) sur les doublons dans l'information géographique, la notion de données souveraines sont abordées.

Un compte rendu de la réunion entre les élus CGT de la CAP géomètre et la CGT IGN est fait, et notamment le lien avec la société WORLDLINE (ou on retrouve d'anciens cadres de la DGFiP) et l'IGN par l'intermédiaire de la RPCU.

La députée Mme Faure Muntian chargée de la mission parlementaire, après avoir auditionné l'IGN doit recevoir la CGT Fip.

Les réunions régionales ont donc pour objet de préparer et d'organiser la riposte. La journée est divisée en 2 parties, un point est fait sur chaque département suivi par un passage en revue des différents moyens d'action.

LE POINT DANS CHAQUE DIRECTION :

☛ **Le Pas-de-Calais 62 :** un PELP, un PTGC à plusieurs branches SIP/CDIF achevée.

Pour l'instant les géos passent 45% de leur temps à la mise à jour du plan, les DMPC sont vérifiés par les inspecteurs.

A la suite d'une réunion départementale il a été demandé aux géomètres de passer progressivement à 50% de fiscal et 50% autre (MAJ plan, numérisation, y compris du remaniement !).

«On attend le PACD mais en fiscal le qualitatif n'est pas bon» dicit direction. Les SIP ont été contactés pour savoir ce qu'il y avait à faire.

Des stages fiscaux pour les géos: ou et quoi?

L'utilisation des listings P1/P2(révision foncière) est envisagée, les CCID ne seront pas faites par les géos.

Les géomètres ont affirmé leur volonté de garder la mise à jour du plan tout en faisant un peu de fiscal.

☛ **L'Aisne 02 :** PELP, PTGC SIP/CDIF achevée (cellules foncières).

Passage de 17 à 7 géomètres dans le département.

Les géos font de la mise à jour du plan, les DMPC sont faits par un cadre C.

Beaucoup de problèmes issus de la révision des locaux pro

Pas de réunion avec la direction effectuée ni même prévue.

Les géos veulent continuer la MAJ et la constitution du plan (nous ne sommes pas les larbins des SIP ou du PELP).

Montreuil, le 29/04/2018

Syndicat national

CGT Finances Publiques

• Case 450 ou 451

• 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

☛ **La Somme 80 :** PELP PTGC SIP/CDIF mis en place au 1 avril (cellules foncières)

Une situation hétérogène concernant l'évaluation pour les géos. 0% pour Amiens, comme avant pour Péronne, 50% pour Abbeville.

Une évolution avec le traitement des contentieux, 1000 évaluations d'office à effectuer, la prise en charge MAJIC des DMPC (suite au départ en retraite du collègue C qui s'en occupait) et l'évaluation des éoliennes (jugée importante par la direction) par les géos.

«Le plan on s'en fiche» dixit direction, on nous autorise à mettre les CN sur le plan. Un remaniement est abandonné (partie terrain terminée restent vérification des réunions de parcelles et prise en charge MAJIC)

Pour les collègues CDIF basculés au SIP, ils demandent à ne pas servir de variable d'ajustement pour le SIP et l'aide géomètre se demande ce qu'il va devenir si les géos ne vont plus sur le terrain.

A noter la création d'un centre de contact sur le site Rollin a obligé le déménagement de la BNIC et du cadastre.

☛ **BNIC résidence Amiens :** Jusqu'à présent 75% de remaniement et un peu de croquis (surtout pour l'Oise).

Depuis la création de la BNIC les géos trouvent que la direction fait preuve de bonne volonté: vols photo effectués donnant 2 ans de travail en remaniement, de la montée en charge pour le 76 et de la correction d'anomalies GML pour le 59. Seul abandon la mise à jour du plan.

☛ **Le Nord 59 :** (1 géo de Dunkerque) PELP PTGC

Pour l'instant 15% de fiscal et des liens avec le SIP, évaluation des locaux commerciaux, des évaluations d'office mais pas de CCID. Une situation hétérogène sur le département concernant le fiscal, mise à jour du plan, pas de remaniement et beaucoup de problèmes dans l'alimentation de Lascot.

Les élus locaux veulent une révision des locaux d'habitation mais également un plan à jour.

Réunion prévue avec la direction pour l'ensemble du département le 13 Avril

☛ **L'Oise 60 :** PELP PTGC (2 branches) cellules foncières mais pas sur tous les SIP.

Les géos font de la mise à jour du plan et le suivi des DMPC, pas de fiscal depuis 10 ans mais fiabilisation de la base Lascot.

Pas de réunion avec la direction effectuée ni prévue, uniquement des réunions du PTGC en interne depuis le 01/09/2017 (création en 2006 du PTGC avec les résidences de Beauvais et Clermont, rattachement au 01/09/2018 de la branche Compiègne, Senlis).

Les géos ont levé le pied sur la prise en charge et la vérification des DMPC sur le site de Beauvais.

En synthèse, on voit bien en écoutant les collègues des différents départements un problème dans le pilotage de la mission. Une gestion à géométrie variable, en fonction de l'instant et de la disponibilité (le géomètre est une variable d'ajustement) est mise en place et on est en droit de se demander ce que fait le bureau métier GF3A ?

LA STRATÉGIE SYNDICALE :

En local, les géos doivent s'emparer de la lettre aux élus. Ce courrier peut être adapté aux conditions locales et permettre de discuter avec les élus (mairie, communauté de commune, agglo) et de connaître la perception qu'ils ont du plan cadastral.

Le courrier envoyait par le syndicat national au représentant national de l'ordre des géomètres n'ayant pas reçu de réponse, les géos localement peuvent «lever le pied» sur la gestion des DMPC et ainsi alerter les géomètres privés locaux.

☛ **Même technique sur PCI vecteur :** un accroissement du volume d'anomalies GML, une fermeture de PCI vecteur ne permettant pas la redescende des mise à jour peuvent être des signaux de notre mécontentement.

Au national, l'audition de la CGTFip par la mission parlementaire a été demandée.

Un courrier au DG lui demandant de défendre notre plan cadastral, nos compétences face à l'IGN et aux appétits des entreprises privées et exigeant une enquête interne sur les liens entre l'IGN et l'entreprise WORLDLINE.

La constitution d'un dossier de presse type lanceur d'alerte reprenant tous les points: réorientation du travail des géomètres, mission parlementaire, données souveraines, IGN et la société WORLDLINE ou l'on retrouve d'anciens cadres de notre administration. Ce dossier sera envoyé aux différents médias (Cash Investigation, Fakir) et à certains politiques (ex : les frères Bocquet député et sénateur du Nord).

Demander la tenue d'un comité technique de réseau sur le cadastre à la DGFiP.